

Arrêtés

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
Service Ressources Humaines**

ARRÊTÉ N°020-20170410

Objet : Arrêté fixant la date du scrutin des élections anticipées organisées dans le cadre de la mise en place en cours de mandature de nouveaux Comité Technique et Comité d'Hygiène, de Sécurité et de Conditions de Travail

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale (articles 32, 33 notamment),

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, et notamment son titre IV relatif aux organismes compétents en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,

Considérant que l'effectif de la collectivité apprécié à la date du 1er janvier 2017 au regard de la qualité d'électeur au Comité Technique est égal ou supérieur à 350 agents,

Après avis des organisations syndicales en date du 2 mars 2017,

Sur la proposition du Directeur Général des Services,

ARRÊTE

Article 1 : La date des élections anticipées organisées dans le cadre de la désignation des représentants des personnels au CT placé auprès de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération est fixée au 20 juin 2017.

Article 2 : Le présent arrêté fera l'objet d'une diffusion par voie d'affichage au plus tard le 11 avril 2017.


Article 3 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

M. le Préfet,

M. le Président du Centre Départemental de Gestion,

M. le Trésorier,

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE : 11/04/2017</p>	<p>FAIT A DIGNE LES BAINS, LE DIX AVRIL DEUX MILLE DIX-SEPT</p> <p>LA Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET BRUNELLO</p>
---	--

Objet : Arrêté portant délégation de signature dans le cadre des élections du comité technique

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui confère au Président d'établissement de coopération intercommunale le pouvoir de donner sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à certains agents territoriaux,

Considérant que Madame Sabrina Egger exerce les fonctions de responsable du service des ressources humaines,

Considérant que Madame Véronique Chaix exerce ses fonctions au sein du service des ressources humaines,

ARRETE

Article 1 : Mesdames Sabrina Egger, responsable du service des ressources humaines et Véronique Chaix, rédacteur au service des ressources humaines reçoivent délégation de signature pour les récépissés des dépôts de liste de candidats aux élections 2017 du comité technique de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes.

Article 2 : Les récépissés signés au titre de l'article 1er devront porter les noms, prénoms, qualité et mention de la délégation.

Article 3 : Cette délégation peut être rapportée à tout moment et sa validation ne saurait, en tout état de cause, dépasser l'expiration du mandat de l'élu l'ayant accordée ou la fin des fonctions de ces agents.

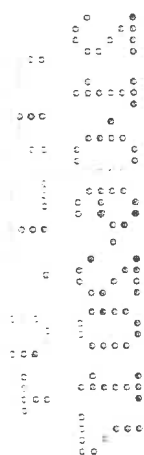
Article 4 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la collectivité, transmis au représentant de l'Etat, publié, affiché et notifié aux intéressées.

Article 5 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Ampliation adressée :

Monsieur le Préfet,

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>NOTIFIE AUX INTERESSEES LE :</p> <p>18/04/17</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° :</p>	<p>FAIT A Digne LES BAINS ,</p> <p>LE TREIZE AVRIL DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>LA Présidente,</p> <p>Patricia GRANET BRUNELLO</p>
--	--



ARRÊTÉ N°22-20170601

Objet : Arrêté d'ouverture de la piscine de Peyruis

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales,
Considérant qu'il importe pour le maintien en bon état, l'hygiène et la sécurité publique de réglementer l'accès et l'usage de la piscine communautaire de Peyruis,
Considérant que le règlement intérieur a été approuvé lors de la séance de conseil d'agglomération du 31 mai 2017,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La piscine de Peyruis est ouverte du 6 juin 2017 au 3 septembre 2017 selon le calendrier suivant :

- Du 6 juin au 30 juin 2017 de 9 heures à 19h30 du lundi au dimanche inclus
- Du 1^{er} juillet au 3 septembre 2017 de 10h30 à 19 heures tous les jours sauf le mardi (jour de fermeture)

La piscine sera également ouverte les 14 juillet 2017 et 15 août 2017.

ARTICLE 2 : La fréquentation maximale instantanée en baigneurs est de 250 personnes.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée :

- A Monsieur le Préfet
- Au comptable de la communauté

ARTICLE 4 : Le présent arrêté prend effet dès acquisition de son caractère exécutoire.

AFFICHE LE :

RETIRE LE :

T



NT



NOMENCLATURE N° :

FAIT A Digne les Bains ,
LE PREMIER JUIN DEUX MILLE DIX SEPT

La Présidente,



Patricia GRANET BRUNELLO



ARRÊTÉ N°23-20170601

Objet : Arrêté d'ouverture de la piscine de Saint-Auban

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales,
Considérant qu'il importe pour le maintien en bon état, l'hygiène et la sécurité publique de réglementer l'accès et l'usage de la piscine communautaire de Saint-Auban,
Considérant que le règlement intérieur a été approuvé lors de la séance de conseil d'agglomération du 31 mai 2017,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La piscine de Saint-Auban est ouverte du 1^{er} juillet 2017 au 3 septembre 2017 selon le calendrier suivant :

- Du 1^{er} juillet au 3 septembre 2017 de 10 heures à 19 heures tous les jours sauf le lundi (jour de fermeture)

La piscine sera également ouverte les 14 juillet 2017 et 15 août 2017.

ARTICLE 2 : La fréquentation maximale instantanée en baigneurs est de 600 personnes.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- A Monsieur le Préfet
- Au comptable de la communauté

ARTICLE 4 : Le présent arrêté prend effet dès acquisition de son caractère exécutoire.

<p>AFFICHE LE : RETIRE LE :</p> <p>T <input type="text"/> NT <input type="text"/></p> <p>NOMENCLATURE N° :</p>	<p>FAIT A DIGNE LES BAINS , LE PREMIER JUIN DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>LA Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET BRUNELLO</p>
--	--



ARRÊTÉ N° 024-20170616

Objet : Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections anticipées des représentants du personnel au comité technique

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu l'arrêté du 10 avril 2017 fixant la date des élections professionnelles anticipées au 20 juin 2017 après constat d'un effectif de 358 agents au 1er janvier 2017,

ARRETE

Article 1 : Il est institué auprès de Provence Alpes Agglomération, un bureau central de vote, pour les élections des représentants du personnel au comité technique.

Article 2 : Le bureau central de vote est composé comme suit :

- Un Président (l'autorité territoriale ou son représentant qui doit être un élu) :
Gilbert REINAUDO
Vice-Président, délégué aux ressources humaines
- Un Secrétaire (un membre de l'administration désigné par l'autorité territoriale) :
Sabrina EGGER, responsable des ressources humaines
- Un Secrétaire suppléant (un membre de l'administration désigné par l'autorité territoriale) :
Véronique Chaix, rédacteur au service des ressources humaines
- Délégué de liste et délégué suppléant désignés par les organisations syndicales ayant déposées une liste

CFDDT : Délégué titulaire : Jean BOULANGER NEVEU, Délégué suppléant : Thérèse DISSERT

CGT : Délégué titulaire : Abdelmadjid BERKANE, Délégué suppléant : MADELEINE Denis

FO : Délégué titulaire : Sylvie MARTINEZ

Article 3 : Le bureau de vote ainsi constitué sera ouvert pendant six heures au moins, le 20 juin 2017 de 9 heures à 16 heures. Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms, et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

REÇU EN PREFECTURE

le 16/06/2017

Application accordée E-lep@procom

004-200067437-20170616-024_20170616-AR

Article 4 :

Dès la clôture du scrutin, chaque bureau de vote procède au dépouillement des votes et établit un procès-verbal.

Article 5 : Le bureau central établit le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai au Préfet du Département des Alpes de Haute-Provence ainsi qu'aux fonctionnaires habilités à représenter les listes de candidatures.

Article 6 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours francs à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote.



Le bureau central de vote statue dans les quarante-huit heures. Il motive sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département des Alpes de Haute-Provence.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes est chargé de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Ampliation adressée :

Monsieur le Préfet,

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>NOTIFIE AUX INTERESSEES LE :</p> <p>.....</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° :</p>	<p>FAIT A Digne les Bains ,</p> <p>LE SIX JUIN DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>LA Présidente,</p> <p> </p> <p>Patricia GRANET BRUNELLO</p>
---	--

ARRÊTÉ N°025-20170626

Objet : Arrêté portant constitution du comité technique

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux Comités techniques des collectivités territoriales et leurs établissements publics,

Vu la délibération du n°14 du 28 mars 2017 portant création d'un Comité technique paritaire,

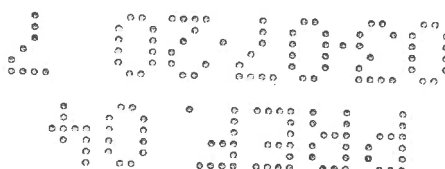
Vu le procès-verbal du 20 juin 2017 et la proclamation des résultats de l'élection du 20 juin 2017,

ARRETE

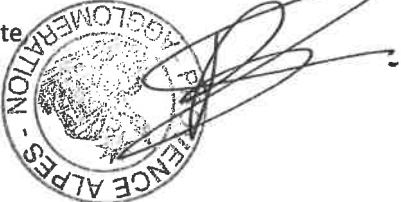
ARTICLE 1 : La composition du Comité technique paritaire de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération s'établit comme suit :

Représentants de la collectivité	Titulaires	Suppléants
	- Gilbert REINAUDO	- Philippe POULEAU
	- Patrick MARTELLINI	- Benoît CAZERES
	- Bruno VILLARON	- Patrick VIVOS
	- Gérard PAUL	- Gérard ESMIOL
	- Emmanuel MARTIN	- Bernard TEYSSIER
Représentants du personnel	Titulaires	Suppléants
	- Audrey ZIMMER	- Magali GAUBERT
	- Jérôme BERTOCCHI	- Sébastien AUGIER
	- Abdelmadjid BERKANE	- Denis MADELEINE
	- Grace MAURY	- Olivier ROUISON
	- Sylvie MARTINEZ	- Eric GALLO

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.



ARTICLE 3 : Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les conditions réglementaires habituelles, et transmis au Centre de Gestion des Alpes de Haute-Provence et aux organisations syndicales.

<p>AFFICHE LE : RETIRE LE : L NOTIFIE A L'INTERESSE(E) LE :</p> <p>T <input checked="checked" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° :</p>	<p>FAIT A DIGNE LES BAINS , LE VINGT SIX JUIN DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>LA Présidente</p> <p></p> <p>Patricia GRANET BRUNELLO</p>
--	--

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
 Service du Secrétariat général

ARRÊTÉ N° 026-20170630

Objet : Arrêté refusant l'exercice des pouvoirs de police administrative spéciale

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 63,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment ses articles 60, 62 et 65,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, et notamment son article 75,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 5211-9-2,

VU l'arrêté préfectoral n°2016-294-002, en date du 21 octobre 2016, arrêtant les statuts de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération, et prévoyant le transfert des compétences assainissement non collectif, collecte des déchets, aires d'accueil ou terrains de passage des gens du voyage, voirie d'intérêt communautaire, équilibre social de l'habitat, à ladite communauté,

VU la délibération n°01, en date du 10 janvier 2017, relative à l'élection du président de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

VU les décisions des maires des communes de Digne-les-Bains, Château-Arnoux-Saint-Auban, Saint-Jeannet, Moustiers-Sainte-Marie, L'Escale, Bras d'Asse, Châteauredon, Entrages, Saint-Jurs, Aiglun, Mallemoisson, la Robine-Sur-Galabre, refusant le transfert de leur pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement, de collecte des déchets, d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, de circulation et du stationnement, de délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxis, de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine,

CONSIDERANT qu'au regard de la complexité des compétences transférées et des capacités organisationnelles actuelles, la communauté d'agglomération n'est pas en mesure d'exercer dans les meilleures conditions l'exercice des pouvoirs de polices administratives correspondantes,

ARRÊTE

ARTICLE 1er – que le pouvoir de police administrative spéciale des maires des communes membres de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération, en matière :

- d'assainissement
- de collecte des déchets
- d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage
- de circulation et du stationnement, dans le cadre de la compétence voirie
- de délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxis
- de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine

ne me sera pas transféré, à compter du 30 juin 2017,

REÇU EN PREFECTURE

le 30/06/2017


Agglomération Provence Alpes Agglomération

004-200067437-20170630-026_20170630-AR

ARTICLE 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée :

- A Monsieur le Préfet
- Aux intéressés

ARTICLE 3 : Le Présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la notification.

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>NOTIFIE A L'INTERESSE(E) LE :</p> <p>.....</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° : 6</p>	<p>FAIT A Digne les Bains ,</p> <p>LE TRENTE JUIN DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p> <p>Patricia GRANET BRUNELLO</p> 
--	---

Décisions **de la Présidente**

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-035

Objet : Création de la régie de recettes de l'abattoir de Digne-les-Bains

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement de la Maison de Services au Public de Seyne-les-Alpes, il convient de créer une régie de recettes,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Il est institué auprès de la Communauté d'Agglomération Provence-Alpes Agglomération une régie de recettes de l'abattoir de Digne-les-Bains.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à l'abattoir – 28 avenue de Saint-Véran – 04 000 DIGNE-LES-BAINS.

ARTICLE 3 : La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Prestations d'abattage,
- Prestations de découpe,
- Produits annexes

selon la tarification décidée par la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération.

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1°) numéraire
- 2°) chèques bancaires

Ces recettes sont perçues contre remise à l'utilisateur d'une facture acquittée lorsque l'utilisateur s'est présenté à la régie.

ARTICLE 6 : La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4 est fixée à deux mois à compter de la date d'émission de chaque facture.

ARTICLE 7 : Le régisseur et le mandataire suppléant sont désignés par Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération sur avis conforme du comptable public assignataire. L'intervention du mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées dans son acte de nomination.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10.000 euros.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire

- le montant de l'encaisse
 - dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois ;
 - en tout état de cause, à la fin de chaque année et lors de sa sortie de fonction ;
 - en cas de changement de régisseur ;
 - au terme de la régie ;
- la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes au moins une fois par mois ;

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes

- au minimum une fois par mois,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Un ou plusieurs mandataires pourront être nommés sur la régie sur avis conforme du comptable public assignataire et du régisseur. Son (leur) intervention a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 15 : Madame la Présidente et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, au régisseur et au mandataire suppléant.

<p>AFFICHE LE : 31 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, LE VINGT ET UN MARS DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
--	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 21 mars 2017



**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-036

Objet : Suppression des régies de recettes et des régies d'avances de l'ex-Communauté de communes Asse-Bléone-Verdon

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu les arrêtés et arrêtés modificatifs du Président de la Communauté de communes Asse-Bléone-Verdon créant les régies de recettes de la déchetterie des Isnards, de la médiathèque intercommunale François Mitterrand, de l'école d'art IDBL de Digne-les-Bains, du gîte d'étape, de l'accueil de loisirs sans hébergement d'Estoublon, de la micro-crèche de Beynes « Bédunia », de la crèche intercommunale « Les petits santons » de Moustiers Sainte-Marie, de la crèche multi-accueil « Les premiers pas » de Digne-les-Bains, de la halte-garderie « Le p'tit jardin » de Digne-les-Bains, du musée-promenade « entrées » et du musée-promenade « boutique », des animations de la CCABV,

Vu les arrêtés et arrêtés modificatifs du Président de la Communauté de communes Asse-Bléone-Verdon créant les régies d'avances du Pôle de Bras d'Asse, des animations de la CCABV, et de la crèche intercommunale « Les petits santons » de Moustiers Sainte-Marie,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant qu'il convient de mettre fin aux régies de recettes et aux régies d'avances de l'ex-communauté de communes Asse-Bléone-Verdon suite à la création de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression

1°) des régies de recettés suivantes :

- déchetterie des Isnards,
- médiathèque intercommunale François Mitterrand,
- école d'art IDBL de Digne-les-Bains,
- gîte d'étape,
- accueil de loisirs sans hébergement d'Estoublon,
- micro-crèche de Beynes « Bédunia »,
- crèche intercommunale « Les petits santons » de Moustiers Sainte-Marie,
- crèche multi-accueil « Les premiers pas » de Digne-les-Bains,
- halte-garderie « Le p'tit jardin » de Digne-les-Bains,
- musée-promenade « entrées »
- musée-promenade « boutique »,
- animations de la CCABV,


2°) des régies d'avances suivantes :

- pôle de Bras d'Asse,
- animations de la CCABV,
- crèche intercommunale « Les petits santons » de Moustiers Sainte-Marie

ARTICLE 2 : La suppression de ces régies prendra effet le 31 mars 2017.

ARTICLE 3 : Madame le Maire et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, aux régisseurs et aux mandataires suppléants.

<p>AFFICHE LE : 31 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, LE VINGT-QUATRE MARS DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
---	---

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 21 mars 2017

MAIRIE DE Digne-les-Bains
Service des finances
15 Ed Victor Hugo
04015 - Digne-les-Bains
Tel : 04 92 36 65 00
Télécopie 04 92 36 65 19

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-037

Objet : Suppression des régies de recettes et des sous-régies de recettes de l'ex-Communauté de communes des Duyes et Bléone

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu les arrêtés et les arrêtés modificatifs du Président de la Communauté de communes des Duyes et Bléone créant les régies et sous-régies de recettes de la crèche multi-accueil de Mallemoisson, de l'accueil de loisirs, du service SIRES (cantines scolaires) et la régie de recettes repas à domicile,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant qu'il convient de mettre fin aux régies et sous-régies de recettes l'ex-communauté de communes des Duyes et Bléone suite à la création de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression :

1°) des régies de recettes suivantes :

- crèche multi-accueil de Mallemoisson,
- accueil de loisirs,
- service SIRES (cantines scolaires),
- repas à domicile


2°) des sous-régies de recettes suivantes :

- sous-régie « crèche multi-accueil de Mallemoisson »,
- sous-régie « accueil de loisirs »,
- service SIRES (cantines scolaires) : sous-régie Mallemoisson, sous-régie Mirabeau, sous-régie Barras, sous-régie Thoard

ARTICLE 2 : La suppression de ces régies et de ces sous-régies prendra effet le 31 mars 2017.

ARTICLE 3 : Madame le Maire et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, aux régisseurs et aux mandataires suppléants.

<p>AFFICHE LE : 3 1 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, LE VINGT-QUATRE MARS DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
---	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 21 mars 2017

MAIRIE DE Digne-les-Bains
Sous-Directeur des Finances
15 rue de la République
04300 Digne-les-Bains
Tél : 04 92 40 11 11
Télécopie : 04 92 40 11 12

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-038

Objet : Suppression de la régie de recettes des cartes de randonnées pédestres et VTT de l'ex Communauté de communes de Haute-Bléone

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du Président de la communauté de communes de Haute-Bléone créant la régie de recettes des cartes de randonnées pédestres et VTT,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant qu'il convient de mettre fin à ladite régie de recettes de l'ancienne communauté de communes de Haute-Bléone suite à la création de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,


DÉCIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression de la régie de recettes destinée à la vente de cartes de randonnées pédestres et VTT de l'ancienne communauté de communes de Haute-Bléone.

ARTICLE 2 : La suppression de cette régie prendra effet le 31 mars 2017.

ARTICLE 3 : Madame le Maire et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, au régisseur et au mandataire suppléant.

<p>AFFICHE LE : 31 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> X NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A Digne-les-Bains, LE VINGT-QUATRE MARS DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
---	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 21 mars 2017

CENTRE DES FAMILLES PROTECTOR
19 Bd Victor Hugo
04015 Digne-les-Bains
Tél. 04.92.36.65.00
Télécopie 04.92.36.65.19



**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-039

Objet : Suppression des régies de recettes de l'ex-Communauté de communes de la Moyenne Durance

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu les arrêtés et les arrêtés modificatifs du Président de la Communauté de communes de la Moyenne Durance créant les régies de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée aux piscines découvertes de Peyruis et Saint-Auban, des bibliothèques de la communauté de communes de la Moyenne Durance, pour l'encaissement de l'ensemble des droits d'entrée à la salle des sports de Château-Arnoux, de l'école de musique, pour l'encaissement des locations des salles de fêtes et cautions, des activités culturelles du district de Moyenne Durance,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant qu'il convient de mettre fin aux régies et sous-régies de recettes l'ex-communauté de communes de la Moyenne Durance suite à la création de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

DECIDE



ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression des régies de recettes suivantes :

- Régie pour l'encaissement des droits d'entrée aux piscines découvertes de Peyruis et Saint-Auban,
- bibliothèques de la communauté de communes de la Moyenne Durance,
- régie pour l'encaissement de l'ensemble des droits d'entrée à la salle des sports de Château-Arnoux,
- école de musique,
- régie pour l'encaissement des locations des salles de fêtes et cautions,
- des activités culturelles du district de Moyenne Durance.

ARTICLE 2 : La suppression de ces régies prendra effet le 31 mars 2017.

ARTICLE 3 : Madame le Maire et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, aux régisseurs et au mandataires suppléants.

<p>AFFICHE LE : 31 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, LE VINGT-QUATRE MARS DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p>   <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
--	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 21 mars 2017

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
Secteur Public Local et Amendes
 19 Bd Victor Hugo
04015 DIGNE-LES-BAINS
 Tel. 04.92.36.65.00
 Télécopie 04.92.36.65.19

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-040

Objet : Suppression des régies de recettes de l'ex-Communauté de communes du Pays de Seyne

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptibles d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération du conseil communautaire du Pays de Seyne du 12 juin 2015 créant la régie de recettes de la maison de la géologie,

Vu la délibération du conseil communautaire du Pays de Seyne du 12 décembre 2014 créant la régie de recettes du foyer de ski de fond du Fanget,

Vu la délibération du conseil communautaire du Pays de Seyne du 21 juin 2011 créant la régie de recettes du Relais de Services Publics,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant qu'il convient de mettre fin aux régies de recettes de l'ex-communauté de communes du Pays de Seyne suite à la création de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

DECIDE


ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression des régies de recettes suivantes :

- maison de la géologie,
- foyer de ski de fond du Fanget,
- Relais de Services Publics,

ARTICLE 2 : La suppression de ces régies prendra effet le 31 mars 2017.

ARTICLE 3 : Madame le Maire et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, aux régisseurs et aux mandataires suppléants.

<p>AFFICHE LE : 31 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7,10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, LE VINGT-QUATRE MARS DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p> <div style="text-align: center;">  </div> <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
--	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 21 mars 2017

[Faint signature and stamp visible in the bottom left corner]

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-041

Objet : Suppression de la régie de recettes de la déchetterie de Château-Arnoux auprès de l'ex-SMIRTOM (Syndicat Mixte Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères)

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes, et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du Président du SMIRTOM du 11 février 1993 créant la régie de recettes pour l'encaissement des rétributions de services dispensés par la déchetterie de Château-Arnoux et les arrêtés modificatifs consécutifs,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant qu'il convient de mettre fin à ladite régie de recettes de l'ex-SMIRTOM suite à la création de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,


DECIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression de la régie de recettes pour l'encaissement des rétributions de services dispensés par la déchetterie de Château-Arnoux.

ARTICLE 2 : La suppression de cette régie prendra effet le 31 mars 2017.

ARTICLE 3 : Madame le Maire et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, au régisseur et au mandataire suppléant.

<p>AFFICHE LE : 3 1 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, LE VINGT-QUATRE MARS DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
--	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 21 mars 2017

Digne-les-Bains
 04910 Digne-les-Bains
 Tel 04 92 36 65 00
 Télécop 04 92 36 65 19

Digne-les-Bains
 04910 Digne-les-Bains
 Tel 04 92 36 65 00
 Télécop 04 92 36 65 19

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-042

Objet : Suppression de la régie de recettes de l'ex-syndicat mixte de l'abattoir du Pays dignois

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la décision du Président du syndicat mixte de l'abattoir du Pays dignois du 18 décembre 2015 créant la régie de l'abattoir du pays dignois,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 MARS 2017

Considérant qu'il convient de mettre fin à ladite régie de recettes de l'ex- Syndicat mixte de l'abattoir du Pays dignois suite à la création de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression de la régie de recettes de l'abattoir du Pays dignois.

ARTICLE 2 : La suppression de cette régie prendra effet le 31 mars 2017.

ARTICLE 3 : Madame le Maire et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

SECRET. ~~TOP SECRET~~

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-043

Objet : Création de la régie de recettes des activités culturelles de la Moyenne Durance

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération du conseil d'agglomération n°3 du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 MARS 2017

Considérant que pour assurer la location de la salle d'exposition du centre culturel « Simone Signoret » à Château-Arnoux, il convient de créer une régie de recettes

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est institué auprès de la Communauté d'Agglomération Provence-Alpes Agglomération une régie de recettes pour les activités culturelles de la Moyenne Durance.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à Provence Alpes Agglomération – Service culturel de la Moyenne Durance - Ferme de Font Robert - 04 160 CHATEAU-ARNOUX-SAINT-AUBAN.

ARTICLE 3 : La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Location de la salle d'exposition du centre culturel « Simone Signoret » à Château-Arnoux,

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1°) numéraire
- 2°) chèques bancaires

Ces recettes sont perçues contre remise à l'usager de quittances issues de carnets à souche.

ARTICLE 6 : Le régisseur et le mandataire suppléant sont désignés par Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération sur avis conforme du comptable public assignataire. L'intervention du mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées dans son acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 50 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 300 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire

- le montant de l'encaisse
 - dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois ;
 - en tout état de cause, à la fin de chaque année et lors de sa sortie de fonction ;
 - en cas de changement de régisseur ;
 - au terme de la régie ;
- la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes au moins une fois par mois ;

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes

- au minimum une fois par mois,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans son acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Un ou plusieurs mandataires pourront être nommés sur la régie sur avis conforme du comptable public assignataire et du régisseur. Son (leur) intervention a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 15 : Madame la Présidente et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, au régisseur et au mandataire suppléant.

<p>AFFICHE LE : 31 MARS 2017</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT À DIGNE-LES-BAINS, LE VINGT-SEPT DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente</p>  <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
---	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 27 mars 2017

CE 15 578
S: 157
0492.56.65.19
Tel: 04.92.56.65.00
Télécopie 04.92.56.65.19

0492.56.65.19

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-044

Objet : Création de la régie de recettes de l'espace de coworking Diniapolis

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération n°3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 12 avril 2017,

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement de l'espace de coworking Diniapolis, il convient de créer une régie de recettes,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est institué auprès de la Communauté d'Agglomération Provence-Alpes Agglomération une régie de recettes auprès de l'espace de coworking Diniapolis.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à Diniapolis – 1 Boulevard Victor Hugo – 04000 DIGNE-LES-BAINS.

ARTICLE 3 : La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- Carte d'accès et formules de location de l'espace de coworking Diniapolis
- Photocopies et impressions
- Renouvellement des cartes d'accès à l'espace de coworking et des cartes de reprographie en cas de perte
- Accès et participation aux ateliers
- Location de la salle de réunion

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1°) numéraire
- 2°) chèques bancaires

Ces recettes sont perçues contre remise à l'usager de quittances issues de carnets à souche P1RZ.

ARTICLE 6 : Le régisseur et les mandataires suppléants sont désignés par Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération sur avis conforme du comptable public assignataire. L'intervention du mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées dans son acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 50 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 600 euros.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire

- le montant de l'encaisse
 - dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois ;
 - en tout état de cause, à la fin de chaque année et lors de sa sortie de fonction ;
 - en cas de changement de régisseur ;
 - au terme de la régie ;
- la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes au moins une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes

- au minimum une fois par mois,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.


ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans son acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 14 : Un ou plusieurs mandataires pourront être nommés sur la régie sur avis conforme du comptable public assignataire et du régisseur. Son (leur) intervention a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 15 : Madame la Présidente et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, au régisseur et aux mandataires suppléants.

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, LE ONZE AVRIL DEUX MILLE DIX SEPT</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>
--	---

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 12 avril 2017

OFFICE DES PROPRIETES
Secteur Public
11 rue Victor Hugo
04110 Digne-les-Bains
Tel. 04.92.15.57.00
Télécopie 04.92.15.65.19

2017-044

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-045

Objet : Suppression de la sous régie de recettes de la Bibliothèque de Volonne

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21 mars 2017,

Considérant qu'il convient de mettre fin à la sous régie de recettes de la bibliothèque de Volonne,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est procédé à la suppression :


De la sous régie de recettes suivantes :

- Abonnements (droit d'entrée) à la médiathèque
- Photocopies
- Prêts interbibliothèques
- Vente de catalogues
- Vente de productions artistiques (CD,DVD,Livres...)

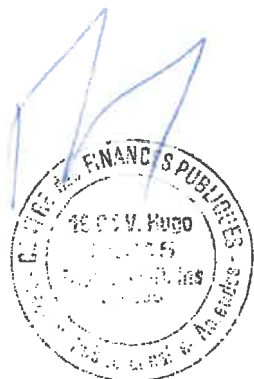
ARTICLE 2 : La suppression de cette sous régie prendra effet le 30 Avril 2017.

ARTICLE 3 : Madame la Présidente et Monsieur le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, aux régisseurs et aux mandataires suppléants.

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, <i>le Vingt-Cinq Avril Deux Mil Dix Sept</i></p> <p>La Présidente,</p> <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p> 
--	--

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 25 Avril 2017



44000000
44000000

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-046

Objet : Création de la régie de recettes des piscines découvertes de Château Arnoux Saint Auban et de Peyruis

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

**Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,**

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 1^{er} juin 2017,

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement des piscines découvertes de Château Arnoux Saint Auban et de PEYRUIS, il convient de créer une régie de recettes,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est institué auprès de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée aux piscines découvertes de Château Arnoux Saint Auban et de PEYRUIS, pour la période du 1^{er} juin au 30 septembre 2017.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à la piscine de PEYRUIS, avenue du Stade.

ARTICLE 3 : La régie fonctionne du 1^{er} juin au 30 septembre 2017.

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

	PISCINE DE CHATEAU ARNOUX SAINT AUBAN		PISCINE DE PEYRUIS	
	RESIDENTS de la Communauté d'Agglomération PROVENCE ALPES AGGLOMERATION	VISITEURS (personnes extérieures à PROVENCE ALPES AGGLOMERATION	RESIDENTS de la Communauté d'Agglomération PROVENCE ALPES AGGLOMERATION	VISITEURS (personnes extérieures à PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
Enfants de 0 à 5 ans	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Enfants de 6 à 12 ans	1,00 €	2,00 €	1,00 €	2,00 €
Adultes	1,50 €	3,00 €	2,70 €	3,00 €
Carte de 20 entrées enfants	15,00 €		15,00 €	
Carte de 20 entrées adultes	25,00 €		36,00 €	

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1/ numéraire
- 2/ chèques bancaires

Ces recettes sont perçues contre remise à l'usager de tickets.

ARTICLE 6 : Il est créé une sous régie de recettes pour la piscine découverte de Château Arnoux Saint Auban, dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous régie.

ARTICLE 7 : Le régisseur et le mandataire suppléant sont désignés par Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération sur avis conforme du comptable public assignataire. L'intervention des mandataires suppléants a lieu dans les conditions fixées dans leur acte de nomination.

ARTICLE 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 50,00 €uros est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 : Le montant de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1.200,00 €uros.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire

Le montant de l'encaisse

- Dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum à chaque fin de mois ;
- En tout état de cause, à la fin de chaque année et lors de sa sortie de fonction ;
- En cas de changement de régisseur ;
- Au terme de la régie ;
- La totalité des pièces justificatives des opérations de recettes au moins une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes

- Au minimum une fois par mois,
- En cas de changement de régisseur,
- Au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans son acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : Un ou plusieurs mandataires pourront être nommés sur la régie sur avis conforme du comptable public assignataire et du régisseur. Son (leur) intervention a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 16 : Madame la Présidente et Monsieur le Comptable Public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, au régisseur et au mandataire suppléant.

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A Digne-les-Bains, LE DEUX JUIN DEUX MILLE DIX-SEPT</p> <p>PAR DELEGATION DE LA PRESIDENTE LE PREMIER VICE- PRESIDENT DELEGUE AUX FINANCES</p> <p> </p> <p>Patrick MARTELLINI</p>
---	---

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le




**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES AGGLOMERATION**

DÉCISION N° 2017-047

Objet : Création de la sous- régie de recettes de la piscine découverte de Château Arnoux Saint Auban

La Présidente de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R 1617-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant des cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération n° 3 du conseil d'agglomération du 19 janvier 2017 donnant délégation de pouvoirs à Madame la Présidente et autorisant Madame la Présidente à créer des régies,

Vu la décision 2017-046 créant une régie de recettes des piscines découvertes de Château Arnoux Saint Auban et Peyruis,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 du 21 octobre 2016 portant création de la Communauté d'agglomération Provence-Alpes-Agglomération,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 7 Juin 2017,

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement de la Piscine découverte de Château Arnoux Saint Auban, il convient de créer une sous régie de recettes,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est institué auprès de la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération une sous régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée à la piscine découverte de Château Arnoux Saint Auban, pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2017.

ARTICLE 2 : Cette sous régie est installée à la piscine de Château Arnoux Saint Auban, avenue Grabinski.

ARTICLE 3 : La sous régie fonctionne du 1^{er} juillet au 30 septembre 2017.

ARTICLE 4 : La sous régie encaisse les produits suivants :

	PISCINE DE CHATEAU ARNOUX SAINT AUBAN	
	RESIDENTS de la Communauté d'Agglomération PROVENCE ALPES AGGLOMERATION	VISITEURS (personnes extérieures à PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
Enfants de 0 à 5 ans	Gratuit	Gratuit
Enfants de 6 à 12 ans	1,00 €	2,00 €
Adultes	1,50 €	3,00 €
Carte de 20 entrées enfants	15,00 €	
Carte de 20 entrées adultes	25,00 €	

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1/ numéraire
- 2/ chèques bancaires

Ces recettes sont perçues contre remise à l'usager de tickets.

ARTICLE 6 : Le mandataire sous régisseur est désigné par Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération sur avis conforme du comptable public assignataire. L'intervention du mandataire sous régisseur a lieu dans les conditions fixées dans son acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 50,00 Euros est mis à disposition du sous régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant de l'encaisse que le mandataire sous régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2.000,00 Euros.

ARTICLE 9 : Le mandataire sous régisseur est tenu de verser au régisseur :

- Le montant de l'encaisse
 - o Dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au moins le 20 de chaque mois ;
 - o lors de sa sortie de fonction ;
 - o En cas de changement de mandataire sous régisseur ;
 - o Au terme de la sous régie ;
- La totalité des pièces justificatives des opérations de recettes au moins une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le mandataire sous régisseur verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes

- Au minimum une fois par mois,
- En cas de changement de mandataire sous régisseur,

- Au terme de la sous régie.

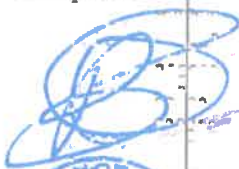

ARTICLE 11 : Le mandataire sous régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le mandataire sous régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Un ou plusieurs mandataires pourront être nommés sur la sous régie sur avis conforme du comptable public assignataire et du régisseur. Son (leur) intervention a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 14 : Madame la Présidente et Monsieur le Comptable Public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Une ampliation sera adressée au Comptable public, au régisseur et au mandataire suppléant.

<p>AFFICHE LE :</p> <p>RETIRE LE :</p> <p>T <input checked="" type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/></p> <p>NOMENCLATURE N° 7.10</p>	<p>FAIT A DIGNE-LES-BAINS, <i>le Huit JuIn Deux Mil Dix Sept</i></p> <p>La Présidente,</p> <p>Patricia GRANET-BRUNELLO</p>  
---	---

Le Trésorier Principal, pour avis conforme
Le 7 JuIn 2017

